

---

*Turquie*

## La tentation des Balkans

---

Sabetay Varol

**Quel rôle peut jouer la Turquie, musulmane et laïque, ébranlée dans ses certitudes républicaines et déchirée par ses problèmes intérieurs, dans ce conflit qui se déroule à sa porte et qui, souvent, se nourrit des traces profondes dont la civilisation turque-ottomane a marqué l'ensemble des Balkans?**

L'éclatement de la Yougoslavie a surpris la Turquie à un moment où tous les principes qui régissaient la République se trouvaient remis en cause, tant dans le domaine ethnique que dans le domaine de la laïcité ou celui de la politique extérieure.

Dans le domaine ethnique: bien avant la chute du mur de Berlin, la permanence et la non-résolution de la question kurde pesait déjà très lourd. De fait elle avait commencé à paralyser tout développement en matière de démocratie et devenait un frein dans l'essor économique. Elle ébranlait les certitudes en matière de principes nationaux républicains.

Dans le domaine religieux: tant dans le camp islamiste que dans le camp laïc, de plus en plus de voix s'élevaient pour mettre en question le bien-fondé de la pratique de la laïcité telle qu'elle avait été imposée par les réformes kémalistes. Ce qui est remis en question c'est le contrôle de l'Etat sur le religieux.

Dans le domaine extérieur: à partir des années 1985-1987,

la Turquie dont l'économie s'est modernisée, dont les exportations sont en hausse continue, en direction de l'Europe, mais aussi de l'Iran et de l'Irak cherche à avoir une politique extérieure plus efficace. Elle rompt définitivement avec l'isolationnisme qui avait caractérisé les débuts de la république et s'écarte de la politique de "suivisme" passif d'après la Deuxième guerre mondiale. A cette époque la Turquie demande son intégration à la Communauté européenne (1987) et participe de façon de plus en plus active aux travaux de l'Organisation de la conférence islamique (OCI).

Avant même le début de la guerre en Bosnie, l'éclatement de l'URSS provoque la prise de conscience d'une aire turque s'ouvrant sur l'idée du "monde turc de la mer Adriatique jusqu'à la Muraille de Chine". Cette idée, défendue d'abord par Turgut Özal, sera reprise par Süleyman Demirel, puis minimisée pour ménager les sensibilités russes.

Au début de 1992, l'ensemble de la classe politique du pays est d'accord pour que la Turquie joue un rôle politique plus important dans tous les ensembles régionaux qui l'entourent. La guerre du Golfe a largement contribué à cette évolution.

Pendant cette guerre, deux clans rivaux se sont violemment affrontés en Turquie. Les uns, Turgut Özal et une partie de la presse libérale, sont partisans d'un engagement fort dans la coalition; les autres, un front très large qui va des islamistes aux sociaux-démocrates en passant par S. Demirel (alors dans l'opposition) et la haute hiérarchie de l'armée, s'y opposent pour diverses raisons. Les islamistes ne veulent pas combattre dans le "camp chrétien" contre des musulmans. Demirel (droite) et Erdal İnönü (social-démocrate), quant à eux, accusent le président Özal de pratiquer une politique anti-nationale, susceptible de servir la division de la Turquie en favorisant les Kurdes d'Irak, dans le seul but de ramasser une part du butin. Les généraux, enfin, voient dans la participation à la guerre une transgression du principe kémaliste "paix dans le pays, paix dans le monde".

La discussion commencée avec la guerre du Golfe se trouve interrompue par l'éclatement de l'URSS, qui met tout le monde d'accord sur le fait que la Turquie doit jouer un rôle dans sa région. Cependant la nature de ce rôle n'est pas définie. Des initiatives multiples se développent sans que se dégage une véritable stratégie. Certains sont partisans d'un rôle de puissance régionale renouant avec l'Empire Ottoman, d'autres

restent attachés à la politique républicaine kémaliste.

Avec l'éclatement du conflit, le débat quitte le terrain des idées pour se confronter, dans l'urgence, à la réalité.

Les premiers à changer de position sont les islamistes, qui, pour des raisons évidentes, prônent cette fois l'intervention. Ils sont suivis de près, quoique de façon plus modérée, par la droite classique et les sociaux-démocrates qui entre-temps ont formé un gouvernement de coalition, sous la direction de Demirel. Les partisans du président Özal, défenseurs de la "politique internationale nouvelle", s'installent quant à eux dans la surenchère.

Tous les partis de Turquie sont donc d'accord sur le fait qu'il faut s'engager aux côtés des Musulmans bosniaques et par ce biais participer à la vie politique internationale. L'esprit de solidarité s'accompagne donc d'une volonté d'élargir la zone d'influence de la Turquie.

Mais personne ne se pose la question de savoir si les Balkans sont une région propice à l'élargissement de l'influence turque.

Lorsqu'on prend en considération l'ensemble des forces de la région, on s'aperçoit que la majorité d'entre elles est méfiante vis-à-vis d'Ankara, quand elle n'est pas ouvertement hostile. Jouer des uns contre les autres ramènerait la Turquie au rang des petits pays balkaniques (ce qu'elle n'est pas), au lieu de la poser en puissance régionale entretenant une continuité géopolitique avec les pays d'Europe de l'Est, le Caucase et le Moyen-Orient.

Une politique purement balkanique consisterait à s'allier avec la Macédoine contre la Grèce, avec les Croates contre les Serbes, avec les Bulgares et les Albanais, contre les Grecs ou contre les Serbes, en misant sur une conflagration généralisée. Pareille politique aurait l'inconvénient majeur de transformer la région en terrain de conflits religieux, ce à quoi la Turquie n'a aucun intérêt. Se trouver dans un camp musulman (avec des alliés en position de faiblesse), opposé à un camp chrétien orthodoxe, ne représente aucun avantage. Or c'est la seule option possible dans le cadre d'une politique d'influence régionale dans les Balkans.

De fait, même si la tentation existe, si ici et là on entend des voix proposer de remplacer les contingents des pays occidentaux de la Forpronu par des contingents des pays

musulmans (au cas où les pays occidentaux se retireraient), la diplomatie turque a depuis le début senti le danger d'exploiter cette faille et a joué un rôle de modération.

Elle n'a pas exacerbé les polarisations balkaniques, mais elle n'a pas non plus joué un rôle d'apaisement. En effet, en ne comprenant pas assez tôt que le désir de gagner de l'influence dans la région l'entraînait obligatoirement vers la polarisation religieuse, elle a commis des erreurs diplomatiques: au lieu de peser de tout son poids sur les Bosniaques pour tenter d'éviter une indépendance prématurée et une guerre inévitable, elle s'est transformée en défenseur de la cause bosniaque dans toutes les instances internationales, en s'identifiant à elle. Ce faisant, elle s'est vu exclure du "groupe des huit" qui menait les négociations à Genève, au moment de la crise de Gorazde, en avril 94. En compensation, elle a obtenu le droit d'envoyer des soldats dans le cadre de la Forpronu, pour s'interposer entre Musulmans et Croates, alors que la fédération croato-musulmane était en train de se constituer sous l'égide de Washington. On le voit, c'est une compensation dérisoire eu égard aux ambitions européennes de la Turquie.

Ces erreurs sont dues autant à des fautes d'analyse qu'aux enjeux de la crise bosniaque dans la politique intérieure.

A l'intérieur du pays, les islamistes ont dénoncé la politique des "deux poids, deux mesures" du monde occidental en comparant son attitude lors de la guerre du Golfe avec la situation présente, comme cela s'est fait dans la plupart des pays musulmans. Toutes les couches de la population sont sensibles à cet argument, d'autant plus qu'en Turquie la référence à l'Empire Ottoman (dont les musulmans des Balkans sont issus) est très présente dans les esprits, et systématiquement mise en avant par les Islamistes. D'autre part, les développements de la crise bosniaque leur donnent raison.

Il ne faut pas négliger non plus l'influence de la présence de populations d'origine balkanique en Turquie. Etant donné l'implication très ancienne des élites balkaniques dans la vie turque, il est difficile de faire la différence entre les bosniaques et les autres, mais on avance le chiffre global de deux millions de Turco-bosniaques, dont certains sont installés depuis plusieurs siècles en Turquie. Les immigrants d'origine balkanique sont très actifs parmi les commerçants, les industriels, les professions libérales, dans la classe politique et

le milieu intellectuel. Le conflit en Bosnie ranime leur lien avec leurs origines, et ils influencent la politique nationale.

Avant le conflit un grand nombre d'entre eux se trouvaient réunis au sein de "l'association des immigrants des Balkans". Le terme "Bosnak", 'Bosniaque' était alors beaucoup moins connu en Turquie que le terme "Arnavut", 'Albanais'. Après le début du conflit les choses changent: l'association est rebaptisée "Bosna-Sandjak", les politiques s'impliquent dans le soutien des Musulmans de Bosnie et les collectes d'argent pour "les frères bosniaques" deviennent un enjeu de politique intérieure.

En effet si "Bosna-Sandjak", pour sa part, déclare officiellement travailler avec le gouvernement turc, le Refah Partisi de Necmettin Erbakan (islamiste) qui collecte des fonds pour la Bosnie, est accusé au printemps 94, avant les élections municipales, de détourner ces fonds pour alimenter son parti, et encourt sa dissolution selon une déclaration du Premier ministre Tansu Çiller.

Ebranlée dans ses certitudes républicaines, déchirée par ses problèmes intérieurs, la Turquie n'a pas pris le temps de réfléchir au rôle exact qu'elle entendait jouer ni à la façon d'arriver à ses fins. Elle s'est laissée submerger par les pressions intérieures et a vu ses marges de manœuvre se rétrécir. Sa politique de puissance régionale face aux nouveaux enjeux de la période d'après-guerre froide reste donc à inventer.

**Sabetay Varol** est journaliste en Turquie.